

Accord-cadre relatif à la réalisation d'études de faisabilité, d'études de diagnostics techniques et de prestations de maîtrise d'œuvre sur le patrimoine immobilier de l'État ou occupé par des services de l'État et certains de ses établissements publics en région Auvergne-Rhône-Alpes

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents**

Objet : réalisation études préalables et de prestations de maîtrise d'œuvre sur le patrimoine immobilier ou occupés par des services de l'État et certains de ses établissements publics

Procédure de passation : Procédure avec négociation passée en application des articles L2124-3, R2124-3, R2161-12, R2161-14, R2161-15, R2161-17, R2161-19, R2161-20 du Code de la commande publique

Référence de l'accord-cadre : DIAG-FAISA-MOE3_ARA_2025

Le présent CCAP comporte 47 pages.

Table des matières

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE.....	5
ARTICLE 2 - DÉFINITIONS.....	5
2.1 Les parties.....	5
2.2 Les autres définitions.....	6
ARTICLE 3 - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD CADRE.....	6
3.1 Objet de l'accord-cadre.....	6
3.2 Périmètre de l'accord-cadre.....	7
3.2.1 Pour les prestations d'études de diagnostics techniques (Lots A) :.....	8
3.2.2 Pour les prestations d'études de faisabilité (Lots B) :.....	8
3.2.3 Prestations de maîtrise d'œuvre (Lots C et D).....	8
3.3 Lieu d'exécution.....	9
3.4 Allotissement.....	9
3.5 Forme et étendue de l'accord-cadre.....	10
3.6 Durée de l'accord-cadre.....	11
3.7 Documents contractuels.....	11
3.8 Modification de l'accord-cadre.....	12
3.9 Forme des notifications et informations.....	12
3.10 Langue.....	12
3.11 Clauses de réexamen.....	13
3.12 prestations similaires.....	13
3.13 Prestations complémentaires.....	13
ARTICLE 4 - CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	13
4.1 Communication du bilan gaz à effet de serre.....	13
4.2 Allègement des flux numériques.....	14
4.3 Matériel utilisé dans le cadre de l'exécution des prestations.....	14
4.4 Déplacements.....	14
4.5 Lieu de réunions.....	14
4.6 Suivi des prestations.....	14
ARTICLE 5 - CONSIDÉRATIONS SOCIALES.....	14
ARTICLE 6 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	14
ARTICLE 7 - MODALITÉS DE PASSATION ET D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSÉQUENTS.....	15
7.1 Modalités de mise en concurrence subséquente.....	15
7.2 Contenu des offres subséquentes.....	15
7.2.1 Études préalables (Études de faisabilité ou Études de diagnostic) – Lots A et B.....	15
7.2.2 Prestations de maîtrise d'œuvre – Lots C et D.....	15
7.3 Délai de remise de l'offre subséquente avant négociation.....	16
7.4 Jugement des offres.....	16
7.5 Négociation.....	17
7.6 Mise à jour des documents de la candidature.....	17
ARTICLE 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES MARCHES SUBSÉQUENTS.....	17
8.1 Personnel du titulaire.....	17
8.1.1 Mise en place de l'équipe technique.....	17
8.1.2 Remplacement des intervenants.....	17
8.2 Fixation du forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre (Lots C et D).....	18
8.3 Modification du programme ou de la mission.....	18
8.4 Opérations de vérification – Réception des prestations.....	18
8.4.1 Pour les lots A et B.....	18
8.4.2 Pour les lots C et D.....	18
8.5 Réfaction en cas de mauvaise exécution.....	19

ARTICLE 9 - CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES AUX MARCHÉS SUBSÉQUENTS ET AUX BONS DE COMMANDE.....	19
9.1 formes, et contenu des marchés subséquents exécutés directement.....	19
9.2 formes, et contenu des marchés subséquents exécutés par bons de commande.....	20
9.3 Lieu d'exécution des prestations réalisées dans le cadre des marchés subséquents.....	21
9.4 Durée des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre.....	21
9.5 Documents contractuels des marchés subséquents.....	21
9.6 Formes et contenu des bons de commande.....	21
9.7 Durée des bons de commande.....	22
9.8 Annulation partielle ou totale d'un bon de commande.....	22
ARTICLE 10 - RÉGIME FINANCIER.....	22
10.1 Forme et contenu des prix.....	22
10.1.1 Pour les lots A et B : Études de faisabilité – Études de diagnostics techniques:.....	24
10.1.2 Pour les lots C et D : Petite maîtrise d'œuvre – Maîtrise d'œuvre :.....	24
10.2 Révision des prix – Lots A et B.....	24
10.3 Révision des prix – Lots C et D.....	25
10.4 Clause butoir.....	25
10.5 Clause de sauvegarde.....	25
10.6 Garantie à première demande.....	25
10.7 Avances.....	26
10.8 Modalités financières.....	26
10.8.1 Répartition des paiements pour les lots A et B.....	26
10.8.2 Répartition des paiements pour les prestations C et D :.....	26
10.9 Délais de paiement et intérêts moratoires.....	27
10.10 Transmission des factures.....	27
10.11 Cession ou nantissement.....	28
10.12 Taux de TVA et monnaie.....	29
10.13 Retenue de garantie et cautionnement.....	29
10.14 Changement affectant l'opérateur économique.....	29
ARTICLE 11 - HYGIÈNE ET SÉCURITÉ – PLAN DE PRÉVENTION.....	29
ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	30
ARTICLE 13 - TRAVAUX INTÉRESSANT L'ACCÈS RESTREINT A DES ZONES OU A DES SITES SENSIBLES.....	30
13.1 Accès-Consignes.....	30
13.2 Contrôle nominatif.....	30
13.3 Contrôle des accès.....	30
13.4 Secret professionnel – restriction de circulation – confidentialité.....	30
13.5 Conditions d'accès aux services de police, gendarmerie, de l'administration pénitentiaire et des services des douanes.....	30
ARTICLE 14 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	31
14.1 Assurance de responsabilité décennale et des risques annexes.....	31
14.2 Assurance de responsabilité civile professionnelle.....	31
14.3 Obligation de conseil.....	31
14.4 Obligation d'information.....	32
14.5 Obligation de confidentialité.....	32
14.6 Obligation de discrétion.....	32
14.7 Obligations administratives en cours d'exécution.....	32
14.8 Sous traitance.....	33
ARTICLE 15 - TRAITEMENT DE DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	33
15.1 Cas de l'acheteur.....	33
15.2 Cas des bénéficiaires de l'accord-cadre.....	37
ARTICLE 16 - PILOTAGE - BILAN D'ACTIVITÉS.....	38
16.1 INTERLOCUTEUR DU REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA).....	38
16.2 Réunion de déploiement.....	38
16.3 Revues de contrat.....	38
16.4 Bilans d'activité.....	39

16.5 Rapport annuel.....	39
16.6 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre.....	40
ARTICLE 17 - MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	40
17.1 Pénalités.....	40
17.1.1 Pénalités pour absence de participation aux réunions.....	41
17.1.2 Pénalités de retard.....	41
17.1.3 Pénalités pour non respect des obligations en matière de clauses sociales.....	41
17.1.4 Pénalités liées à la remise des documents.....	41
17.1.5 Défaut de restitution des cartes d'accès.....	41
17.1.6 Autres pénalités.....	41
17.1.7 Pénalité pour non application des clauses environnementales.....	41
17.1.8 Pénalité pour bilan annuel non conforme au présent CCAP.....	42
17.2 Perte d'exclusivité.....	42
17.3 Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.....	42
17.4 Résiliation de l'accord-cadre et/ou du marché subséquent.....	42
17.5 Autres cas de résiliation.....	43
ARTICLE 18 - CHANGEMENT AFFECTANT L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE.....	43
ARTICLE 19 - CLAUSE CRISE SANITAIRE.....	43
19.1 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	43
19.2 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.....	44
19.3 Suspension à l'initiative du service bénéficiaire.....	44
19.4 Prolongation des délais.....	45
19.5 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée.....	45
19.6 Indemnisation.....	45
19.7 Demandes indemnitaires.....	46
19.8 Modalités de communication en cas de crise sanitaire.....	46
ARTICLE 20 - DIFFÉRENDS.....	46
ARTICLE 21 - LITIGES ET CONTENTIEUX.....	46
ARTICLE 22 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	47
Annexe 1	Conditions d'accès aux services
Annexe 2	Dématérialisation de la facturation
Annexe 3	Liste des établissements ayant adhéré à l'accord-cadre

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE

Les services de l'État et certains de ses établissements publics ont décidé de coordonner leurs besoins en matières d'études préalables avant travaux et de prestations de maîtrise d'œuvre sur le patrimoine immobilier qu'ils occupent, sous la forme d'un accord-cadre régional alloti.

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

2.1 Les parties

Les services de l'Etat (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale) hors ministère des Armées et certains établissements publics de l'État de la région Auvergne-Rhône-Alpes ont décidé de coordonner leurs besoins communs en matière de réalisation d'études de faisabilité, d'études de diagnostics et de prestations de maîtrise d'œuvre.

Le pouvoir adjudicateur est la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), chargé de coordonner les besoins pour la passation de l'accord-cadre régional pour le compte des services de l'État de la région Auvergne-Rhône-Alpes (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale), hors ministère des Armées, et de certains établissements publics de l'État dans la région Auvergne-Rhône-Alpes mentionnés à l'annexe 3 du présent CCAP, est le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales (SGAR) adjoint Auvergne-Rhône-Alpes, assisté de la Plate-forme régionale des Achats de l'État (PFRA) du SGAR.

En application des articles L2113-1, L2113-6, L2113-7 du Code de la commande publique, il est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre pour le compte des services de l'État dans la région Auvergne-Rhône-Alpes (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale) hors ministère des Armées, et des établissements publics de l'État de la région Auvergne-Rhône-Alpes mentionnés à l'annexe 3 du CCAP.

Les services et les établissements publics de l'État membres du groupement, dits « services bénéficiaires », sont chargés de l'exécution de l'accord-cadre pour leurs sites respectifs.

La Plate-Forme Régionale des Achats (PFRA), désignée ci-après « l'acheteur », est le service du SGAR, qui par délégation, coordonne les besoins pour le compte des services et des établissements publics de l'État en Auvergne-Rhône-Alpes. La PFRA est habilitée à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique, et à fournir toutes informations administratives et techniques utiles à la mise en place de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur du marché subséquent est une personne habilitée, au sein d'un service disposant d'un budget propre, à signer et à conclure un marché subséquent en application du présent accord-cadre.

Le service bénéficiaire est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services et les établissements publics de l'État coordonnés dans chacun des sites pour la gestion des marchés subséquents et des bons de commande issus du présent accord-cadre.

Le responsable de site est l'interlocuteur du titulaire, désigné par le service bénéficiaire, pour l'exécution des prestations sur le ou les sites dont il a la charge. Il est habilité à émettre toutes directives concernant l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Au sein des services de l'État, l'organisation actuelle des services en charge des questions immobilières fait coexister schématiquement, deux catégories d'entités :

Des **services « techniques référents »** disposant de compétences techniques et juridiques en matière immobilière. Ils ont en charge, le plus souvent, des missions de conduite d'opérations et d'expertises techniques de premier niveau destinées à identifier le besoin technique.

Des **services « gestionnaires » de site**, entités chargées de la gestion du patrimoine immobilier placé sous leur responsabilité. A ce titre, ils identifient les besoins, commandent et suivent des travaux immobiliers généralement de faible importance et assurent par l'intermédiaire de contrats externalisés, les opérations de maintenance courante.

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre régional avec le Préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes, et les marchés subséquents qui en découlent, avec le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le représentant du titulaire est la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations issues de l'accord-cadre, des marchés subséquents et des bons de commande.

2.2 Les autres définitions

L'architecture du contrat prévoit la passation d'un accord-cadre, puis celle de marchés subséquents à l'occurrence des besoins :

Accord-cadre multi-attributaires : contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur et des opérateurs économiques, ayant pour objet d'établir les termes régissant les marchés subséquents à passer au cours d'une période donnée selon les modalités prévues dans l'accord-cadre. Ce contrat pose les bases essentielles de la passation de marchés subséquents ultérieurs à engager au cours d'une période donnée, pris sur son fondement et accorde en conséquence une exclusivité des commandes au titulaire.

Marchés subséquents : marchés publics passés sur le fondement de l'accord-cadre régional. Ce marché peut compléter les dispositions de l'accord-cadre sans le modifier substantiellement. Le marché subséquent, passé exclusivement avec un titulaire de l'accord-cadre, sera porté et exécuté par les services bénéficiaires de l'accord-cadre.

L'obligation de résultat est l'obligation par laquelle le titulaire est tenu à un résultat précis, déterminé à l'avance. Le présent accord-cadre et les marchés subséquents qui en découlent sont à obligation de résultat.

ARTICLE 3 - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD CADRE

3.1 Objet de l'accord-cadre

Les services de l'État et certains de ses établissements publics ont décidé de coordonner leurs besoins en matières d'études préalables avant travaux et de prestations de maîtrise d'œuvre sur le patrimoine immobilier qu'ils occupent, sous la forme d'un accord-cadre régional alloti.

Cet accord-cadre vise à permettre la réalisation d'études préalables (missions d'études de diagnostics techniques (Lot technique A), de mission d'études de faisabilité (Lot technique B) et de prestations de petite maîtrise d'œuvre (lot technique C) et maîtrise d'œuvre (lot technique D) prévues aux articles L2430-1 à L2432-2 du Code de la commande publique, pour des typologies et dimensions d'opérations spécifiques.

Le présent accord-cadre est multi-attributaires par lot en application de l'article R2162-10 du Code de la commande publique.

Il porte sur des prestations de services et est régi par le CCAG MOE tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat conformément à ses engagements contractuels.

La liste des établissements publics de l'État adhérents au groupement figure en annexe 1 du présent CCAP. L'ensemble des services de l'État de la région Auvergne-Rhône-Alpes, hors ministère des Armées est susceptible d'adhérer à cet accord-cadre.

Les prestations sont réparties comme suit :

- Prestations Lots A : Études de diagnostics techniques :

L'objectif est d'apporter l'expertise technique (structure, corps d'état secondaire, corps d'état techniques, expertise urbanistique, fonctionnelle) aux gestionnaires immobiliers afin de leur permettre de disposer d'éléments d'aide à la décision concernant des projets immobiliers ou des opérations de travaux.

Les prestations attendues consistent dans la production d'avis techniques (respectant un cadre normalisé) destinés à appuyer la programmation budgétaire des opérations.

- Prestations Lots B : Études de faisabilité

L'objectif est d'étudier la capacité d'une emprise ou d'un (ou ensemble de) bâtiments à recevoir un projet envisagé par un maître d'ouvrage tant du point de vue urbanistique, juridique et financier, que fonctionnel ou technique.

- Prestation lots C - petite maîtrise d'œuvre et prestations lots D maîtrise d'œuvre :

La prestation de maîtrise d'œuvre répond au programme fonctionnel et technique et environnemental le cas échéant fixé par le maître d'ouvrage, et propose une solution technique et esthétique qui permet de réaliser ce programme, dans l'enveloppe budgétaire et les délais qui lui sont assignés conformément aux dispositions du livre IV du code de la commande publique. Le titulaire s'engage à une obligation de résultat pour exécuter et contrôler toutes les prestations issues des marchés subséquents et de ses éventuels avenants.

3.2 Périmètre de l'accord-cadre

L'ensemble des services de l'État de la région Auvergne-Rhône-Alpes, hors ministère des Armées et certains opérateurs de l'État dont la liste figure en annexe 1 du présent document, est susceptible d'intégrer cet accord-cadre et de conclure un marché subséquent et/ou un bon de commande.

Les établissements publics relevant du périmètre de l'accord-cadre, mais n'ayant pas adhéré lors de son lancement, peuvent intégrer l'accord-cadre en cours d'exécution, sous réserve des conditions suivantes :

- L'établissement public doit avoir préalablement adhéré à la convention de groupement signée avec la Direction des Achats de l'État (DAE) ;
- L'adhésion ne peut intervenir qu'à l'expiration du marché antérieur et doit être formalisée par la personne habilitée à engager juridiquement l'établissement public auprès du pouvoir adjudicateur avant toute utilisation du présent accord-cadre.
- L'établissement public concerné devra se conformer aux conditions financières et techniques définies dans l'accord-cadre en vigueur au moment de son adhésion.

Aucune modification des termes contractuels ne pourra être effectuée pour ces établissements, en dehors de l'adaptation des engagements budgétaires en fonction de leur date d'intégration.

Le rattachement d'un établissement public se fera par avenant et ajout d'une annexe à l'acte d'engagement nommée « liste des établissements publics adhérents » et il devra l'exclusivité des prestations objets du marché au(x) titulaires jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, des marchés subséquents et des bons de commande qu'il aura passé.

A titre indicatif, le présent accord-cadre porte, de façon non exhaustive, sur les sites administratifs et installations suivants :

- établissement recevant du public ;
- locaux à usage de bureaux ;
- locaux d'enseignement ;
- logements de fonction ;
- restaurants administratifs ;
- locaux à usage informatique,
- salles de réunions, salles de formation ;
- archives, ateliers, locaux techniques ;
- laboratoires ;
- lieux de détention, rétention ;
- garage et ateliers de réparations ;
- monte-charges, ascenseurs et leurs machineries ;
- parkings ;

- sections routières ;
- voiries.

3.2.1 Pour les prestations d'études de diagnostics techniques (Lots A) :

Le périmètre technique est limité aux domaines suivants :

Fluides : Courants forts, courants faibles (hors sûreté et sécurité incendie), gaz, climatisation, chauffage, eau, assainissement.

Structure : Acier, Bois, Béton.

Clos et couvert toutes techniques

Thermique/isolation (hors prestations prévues à l'accord cadre AUDIT_ÉNERGÉTIQUE_ARA de la PFRA)

Économie de la construction

Le périmètre financier est limité à des prestations dont les honoraires, pour chaque opération, représentent un montant notifié maximum de 50 000,00€ hors taxes.

3.2.2 Pour les prestations d'études de faisabilité (Lots B) :

Le périmètre technique concerne toutes les études de faisabilité. Toutefois, les études pour des opérations de type centres de rétention administrative, ainsi que toute opération concernant uniquement les travaux de GTB, vidéo surveillance/contrôle d'accès sortent du domaine de l'exclusivité à l'accord cadre.

Le périmètre financier est limité à des prestations dont les honoraires, pour chaque opération, représentent un montant notifié maximum de 50 000,00€ hors taxes.

3.2.3 Prestations de maîtrise d'œuvre (Lots C et D)

L'accord cadre concerne les prestations de maîtrise d'œuvre dont le périmètre financier est délimité comme suit :

- Lots C : petite maîtrise d'œuvre : le montant travaux estimé au stade de l'établissement du programme (hors taux de tolérance) doit être inférieur ou égal à 500 000,00 € HT
- Lots D : Maîtrise d'œuvre : le montant travaux (hors taux de tolérance) estimé au stade de l'établissement du programme est supérieur à 500 000,00 € HT et inférieur ou égal à 3 000 000,00 € HT. Ces prestations sont hors exclusivité de l'accord cadre.

Les opérations peuvent porter sur des travaux d'entretien courant ou lourd (gros entretien, renouvellement d'installations par exemple), des opérations de réaménagement intérieur, et des opérations de construction neuve ou d'extension.

Les opérations nécessitant un concours de maîtrise d'œuvre sont hors périmètre de cet accord-cadre.

Sortent de l'exclusivité de l'accord cadre :

- la Maîtrise d'œuvre pour des opérations de type pénitentiaire en milieux fermés ou les ERP pénitentiaires avec dérogations est hors exclusivité ;
- les centres de rétention administrative sortent du domaine de l'exclusivité à l'accord cadre ;
- toute opération concernant uniquement les travaux de GTB, vidéo surveillance/contrôle d'accès .

Conformément au décret n°2009-749 du 22 juin 2009 relatif à la maîtrise d'œuvre sur les immeubles classés au titre des monuments historiques, les opérations de restauration des immeubles classés appartenant à l'État, remis en dotation à ses établissements publics ou mis à leur disposition sont exclus du champ du présent accord-cadre. En effet, les travaux de restauration (travaux qui font appel à un travail de conception, et qui impactent lourdement la structure ou l'aspect de l'édifice, et font l'objet d'une autorisation au titre de l'article L.621-9 du code du patrimoine) doivent être conduits sous la maîtrise d'œuvre de l'architecte en chef des monuments historiques territorialement compétent.

Dans l'hypothèse où le recours à un maître d'œuvre s'avérera nécessaire pour la mise en œuvre des préconisations résultant des études préalables réalisées dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire, auteur de l'étude, pourra répondre à la consultation de la mission de maîtrise d'œuvre, à la condition que sa prestation ait été réceptionnée par l'ordonnateur.

3.3 Lieu d'exécution

Les prestations s'exécutent pour le compte des services de l'État (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale) hors ministère des Armées, et de certains établissements publics de l'État listés en annexe 1 au CCAP présents en région Auvergne-Rhône-Alpes dans les 12 départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

3.4 Allotissement

Le présent accord cadre est alloti en lots techniques et lots géographiques.

Il est multi attributaire pour chacun des lots.

Il est décomposé comme suit

N°	Intitulés lots séparés	Attribution
Lot technique A - Études de diagnostics techniques		
1	Études de diagnostics techniques pour les départements de l'Ain (01), de l'Ardèche (07), de la Drôme (26) de la Loire (42) et du Rhône (69)	4 Multi-Attributaires
2	Études de diagnostics techniques pour les départements de l'Allier (03), de la Haute-Loire (43) et du Puy-de-Dôme (63)	4 Multi-Attributaires
3	Études de diagnostics techniques pour le département du Cantal (15)	4 Multi-Attributaires
4	Études de diagnostics techniques pour les départements de l'Isère (38), de la Savoie (73) et de la Haute-Savoie (74)	4 Multi-Attributaires
Lot technique B - Études de faisabilité		
5	Études de faisabilité pour les départements de l'Ain (01), de l'Ardèche (07), de la Drôme (26) de la Loire (42) et du Rhône (69)	4 Multi-Attributaires
6	Études de faisabilité pour les départements de l'Allier (03), de la Haute-Loire (43) et du Puy-de-Dôme (63)	4 Multi-Attributaires
7	Études de faisabilité pour le département du Cantal (15)	4 Multi-Attributaires
8	Études de faisabilité pour les départements de l'Isère (38), de la Savoie (73) et de la Haute-Savoie (74)	4 Multi-Attributaires
Lot technique C - Petite maîtrise d'œuvre		
9	Petite maîtrise d'œuvre pour les départements de l'Ain (01), de l'Ardèche (07), de la Drôme (26) de la Loire (42) et du Rhône (69)	4 Multi-Attributaires
10	Petite maîtrise d'œuvre pour les départements de l'Allier (03), de la Haute-Loire (43) et du Puy-de-Dôme (63)	4 Multi-Attributaires
11	Petite maîtrise d'œuvre pour le département du Cantal (15)	4 Multi-Attributaires
12	Petite maîtrise d'œuvre pour les départements de l'Isère (38), de la Savoie (73) et de la Haute-Savoie (74)	4 Multi-Attributaires
Lot technique D - Maîtrise d'œuvre		

13	Maîtrise d'œuvre pour les départements de l'Ain (01), de l'Ardèche (07), de la Drôme (26) de la Loire (42) et du Rhône (69)	4 Multi-Attributaires
14	Maîtrise d'œuvre pour les départements de l'Allier (03), du Cantal (15), de la Haute-Loire (43) et du Puy-de-Dôme (63)	4 Multi-Attributaires
15	Maîtrise d'œuvre pour les départements de l'Isère (38), de la Savoie (73) et de la Haute-Savoie (74)	4 Multi-Attributaires

3.5 Forme et étendue de l'accord-cadre

Le titulaire s'engage à une **obligation de résultat** pour exécuter et contrôler toutes les prestations des marchés subséquents, des bons de commande et des éventuelles décisions modificatives.

Deux formats sont laissés à la libre appréciation du service bénéficiaire :

- marché subséquent conclu sous forme de marché public, sans minimum, avec maximum, exécuté par l'émission de bons de commande à la survenance des besoins sur la base des prix et taux fixés dans l'accord – cadre et précisant les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations objets dudit marché ;
- marché subséquent conclu sous forme d'un marché public unique à la survenance des besoins sur la base des prix et taux fixés dans l'accord – cadre et précisant les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations objets dudit marché.

Chaque service bénéficiaire est tenu de réserver l'exécution marchés subséquents et bons de commande qui découlent de l'accord-cadre au titulaire de celui-ci, pour toutes les prestations faisant partie de l'objet de l'accord-cadre et décrites dans le DCE dans le périmètre défini à l'article 3.2 du présent CCAP.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec maximum, pour tous les lots, en valeur et en quantité conformément aux dispositions de l'article R 2162-4 du Code de la commande publique.

Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à 92 100 000,00 € HT soit 110 520 000,00€ TTC :

Lot	Intitulé	Montant HT maximum reconductions comprises	Montant TTC Maximum reconductions comprises
1	Études de diagnostics techniques pour les départements de l'Ain (01), de l'Ardèche (07), de la Drôme (26) de la Loire (42) et du Rhône (69)	1 000 000,00 €	1 200 000,00 €
2	Études de diagnostics techniques pour les départements de l'Allier (03), de la Haute-Loire (43) et du Puy-de-Dôme (63)	1 000 000,00 €	1 200 000,00 €
3	Études de diagnostics techniques pour le département du Cantal (15)	400 000,00 €	480 000,00 €
4	Études de diagnostics techniques pour les départements de l'Isère (38), de la Savoie (73) et de la Haute-Savoie (74)	1 500 000,00 €	1 800 000,00 €
5	Études de faisabilité pour les départements de l'Ain (01), de l'Ardèche (07), de la Drôme (26) de la Loire (42) et du Rhône (69)	1 000 000,00 €	1 200 000,00 €
6	Études de faisabilité pour les départements de l'Allier (03), de la Haute-Loire (43) et du Puy-de-Dôme (63)	1 000 000,00 €	1 200 000,00 €

7	Études de faisabilité pour le département du Cantal (15)	400 000,00 €	480 000,00 €
8	Études de faisabilité pour les départements de l'Isère (38), de la Savoie (73) et de la Haute-Savoie (74)	1 500 000,00 €	1 800 000,00 €
9	Petite maîtrise d'œuvre pour les départements de l'Ain (01), de l'Ardèche (07), de la Drôme (26) de la Loire (42) et du Rhône (69)	6 000 000,00 €	7 200 000,00 €
10	Petite maîtrise d'œuvre pour les départements de l'Allier (03), de la Haute-Loire (43) et du Puy-de-Dôme (63)	6 000 000,00 €	7 200 000,00 €
11	Petite maîtrise d'œuvre pour le département du Cantal (15)	1 500 000,00 €	1 800 000,00 €
12	Petite maîtrise d'œuvre pour les départements de l'Isère (38), de la Savoie (73) et de la Haute-Savoie (74)	6 000 000,00 €	7 200 000,00 €
13	Maîtrise d'œuvre pour les départements de l'Ain (01), de l'Ardèche (07), de la Drôme (26) de la Loire (42) et du Rhône (69)	21 600 000,00 €	25 920 000,00 €
14	Maîtrise d'œuvre pour les départements de l'Allier (03), du Cantal (15), de la Haute-Loire (43) et du Puy-de-Dôme (63)	21 600 000,00 €	25 920 000,00 €
15	Maîtrise d'œuvre pour les départements de l'Isère (38), de la Savoie (73) et de la Haute-Savoie (74)	21 600 000,00 €	25 920 000,00 €

Ce montant maximal correspond au triple du montant estimatif mentionné dans l'avis d'appel à la concurrence.

Les lots concernés cesseront automatiquement de produire leurs effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

3.6 Durée de l'accord-cadre

L'accord cadre est conclu pour une durée d'un an ferme (12 mois) à compter du 02/08/2026 au plus tôt ou à compter de sa date de notification, au plus tard. L'accord-cadre est reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée de un (1) an par reconduction.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

En cas de non-reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre en respectant un préavis de deux (2) mois.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les marchés subséquents passés continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

3.7 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE 2021, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTR11) et ses 4 annexes financières ;
 - Annexe financière 1 - Etudes de diagnostic
 - Annexe financière 2 - Etudes de faisabilité
 - Annexe financière 3 - Petite Maîtrise d'œuvre
 - Annexe financière 4 - Maîtrise d'œuvre
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses 3 annexes :
 - Annexe 1 : Conditions d'accès dans les services du Ministère de l'Intérieur (Police, Gendarmerie), de la Direction générale des douanes et des droits indirects, et du Ministère de la Justice (administration pénitentiaire – justice judiciaire et protection de la jeunesse) ;
 - Annexe 2 : Procédure de dématérialisation de la facturation ;
 - Annexe 3 : Liste des établissements publics, ayant adhéré à l'accord-cadre.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses 2 annexes :
 - annexe 1 : Cadre type d'étude de faisabilité
 - annexe 2 : Cadre type d'étude de diagnostic.
- l'ensemble des précisions et réponses publiées sur PLACE au cours de la consultation, le cas échéant ;
- la mise au point, le cas échéant ;
- les marchés subséquents et bons de commande passés sur la base de cet accord-cadre ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-MOE) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- le mémoire technique du titulaire;
- le mémoire environnemental du titulaire.

Le marché subséquent est régi par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement du marché subséquent signé et daté du titulaire et ses éventuelles annexes ;
- les pièces contractuelles de l'accord-cadre ci-dessus dans le même ordre de priorité.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent accord-cadre, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur l'accord-cadre.

Le CCAG MOE étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent accord-cadre mais chaque titulaire peut consulter la version en vigueur directement sur le site internet <http://www.economie.gouv.fr/daj>. L'accord-cadre est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur et fait seul foi en cas de contestation.

3.8 Modification de l'accord-cadre

Toutes les modifications qui pourraient être apportées, par avenant, aux clauses du présent document s'appliquent aux marchés subséquents en cours.

3.9 Forme des notifications et informations

L'acheteur et les services bénéficiaires notifient au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

3.10 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou

orales durant la phase d'exécution s'effectue en français.

3.11 Clauses de réexamen

En application des articles R2194-1 et R2194-6 2° du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les cas suivants :

- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale ;
- En cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'événement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.
- En cours d'exécution de l'accord-cadre, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au présent accord-cadre peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des matériels et/ou des prestations, l'ajout d'un ou plusieurs produits, accessoires prévus en annexe à l'acte d'engagement. En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes prestations applicables de plein droit à l'accord-cadre.

3.12 prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

3.13 Prestations complémentaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de fournitures en application des dispositions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 - CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES

4.1 Communication du bilan gaz à effet de serre

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis*, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est

transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. »

**Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.*

4.2 Allègement des flux numériques

Le titulaire mettra en place un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation afin de limiter l'échange de mails et le volume des données échangées.

4.3 Matériel utilisé dans le cadre de l'exécution des prestations

Quand cela est possible, le titulaire utilise du matériel affichant un écolabel. Par exemple : ordinateurs utilisés lors de la prestation disposant d'un éco-label de type I (TCO certified, EPEAT ou équivalent).

4.4 Déplacements

Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur. »

4.5 Lieu de réunions

Le choix de lieux de réunion proposé par le titulaire est accessible en transport en commun.

4.6 Suivi des prestations

Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.)

ARTICLE 5 - CONSIDÉRATIONS SOCIALES

Sans objet.

ARTICLE 6 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

Conformément aux articles R2162-2 et R2162-8 l'accord cadre donne lieu à des marchés subséquents à l'issue d'une remise en consultation subséquente :

- Les lots 1 à 12 donnent lieu à des marchés subséquents exécutés par des bons de commande ou des marchés subséquents uniques ;
- Les lots 13 à 15 donnent lieu à des marchés subséquents uniques.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE PASSATION ET D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSÉQUENTS

La passation, la notification et le suivi de l'exécution des marchés subséquents et des bons de commande le cas échéant relèvent de chaque service bénéficiaire au fur et à mesure de la survenance des besoins.

7.1 Modalités de mise en concurrence subséquente

Les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre, font l'objet d'une mise en concurrence, par lettre de consultation que le pouvoir adjudicateur adresse à tous les titulaires du lot concerné, à raison d'un marché subséquent par consultation.

La mise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin.

Pour toute demande de consultation, le service bénéficiaire transmet aux titulaires une lettre d'invitation, un cahier des charges particulières (ou un programme de maîtrise d'œuvre selon le lot) et un acte d'engagement rempli pour les parties qui le concernent. Le cahier des charges (lots A et B) /Programme de maîtrise d'œuvre (lots C et D) devra indiquer le lieu géographique de l'opération, le planning prévisionnel de réalisation des prestations ou de l'opération, l'identification du conducteur d'opération en charge du dossier.

Pour les lots C et D, l'acte d'engagement devra aussi indiquer le taux de tolérance appliqué aux études ainsi que le taux de tolérance appliqué aux travaux.

7.2 Contenu des offres subséquentes

7.2.1 Études préalables (Études de faisabilité ou Études de diagnostic) – Lots A et B

Plusieurs opérations pourront être regroupées dans une même consultation subséquente. Les offres devront être analysées comme une seule et même offre.

Les tarifs horaires par catégorie d'intervenant présentés en annexes 1 et 2 à l'acte d'engagement forment pour chaque titulaire le référentiel de prix de ses offres pour les marchés subséquents. Ce référentiel constitue des prix plafonds.

Les titulaires présenteront des offres de prix pour les marchés subséquents basées sur les prix plafonds révisés du présent accord-cadre selon les modalités de l'article 10.2. En cas de dépassement des prix plafonds révisés tels que défini dans le présent article, les offres concernées seront déclarées irrégulières et se verront rejetées.

Le prix du marché subséquent est global et forfaitaire, il est établi hors T.V.A.. Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché, y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Le prix du marché subséquent est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

7.2.2 Prestations de maîtrise d'œuvre – Lots C et D

Les consultations subséquentes sont limitées à une seule opération par consultation. Les marchés subséquents ne pourront faire l'objet que d'une seule opération.

Les titulaires présenteront des offres de prix (hors taux de tolérance) pour les marchés subséquents, calculées à partir de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux hors taxes, de l'application en

pourcentage des taux de rémunération fixés en annexe 1 à l'acte d'engagement du présent accord cadre et du taux de complexité de l'opération.

Il comprendra un tableau de répartition par élément de mission et co-traitant le cas échéant.

Le prix du marché subséquent est global et forfaitaire, il est établi hors T.V.A.. Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché subséquent, y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Le prix du marché subséquent est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

7.3 Délai de remise de l'offre subséquente avant négociation

Le délai de remise des offres est fixé dans la lettre d'invitation à remettre une offre au regard de la complexité technique de l'opération et ne saurait être inférieur à 15 jours calendaires.

Le délai de remise des offres comprend, le cas échéant, la ou les visites nécessaires à l'établissement de l'offre subséquente.

7.4 Jugement des offres

La consultation se fera dans les conditions précisées dans la lettre de consultation, propre à chaque marché subséquent, et sur la base des critères (valeur prix + valeur technique + valeur environnementale = 100 %) pondérés par les fourchettes suivantes :

1. Prix (40 % - 70 %) ;
2. Valeur technique (60 % - 30 %)
3. Valeur environnementale 10 %

Le service bénéficiaire déterminera poids des critères en fonction des spécificités de l'opération dans les fourchettes indiquées supra.

Il déterminera les sous-critères de jugement librement.

En cas de documents volumineux, confidentiels et/ou uniques, les candidats seront susceptibles de se rendre sur site pour les consulter après demande au service bénéficiaire dans le délai de consultation subséquent.

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats sont susceptibles de visiter le site à leur initiative (en accord avec le service) ou selon les modalités de la lettre d'invitation. A l'issue de cette visite, ils reçoivent une attestation de visite. Les candidats joignent cette attestation dans leur offre subséquente.

La rémunération est forfaitaire. Tous les montants des marchés subséquents sont en euros [€].

Les offres pour les marchés subséquents ne sont pas recevables si les prix excèdent les prix plafonds ou les taux fixés par l'accord-cadre.

En cas d'absence d'offre subséquente ou d'offre subséquente irrégulière, inacceptable ou inappropriée de l'ensemble des titulaires du lot, le service bénéficiaire se réserve le droit de conclure, pour cette opération, un marché public hors du présent accord-cadre selon les règles du code de la commande publique.

Les offres et toutes transmissions, demandes de renseignements au sujet des consultations en particulier se font selon les modalités fixées par la lettre de consultation. Par défaut, elles devront être réalisées par tout moyen traçable.

Un titulaire ayant réalisé une prestation du lot A et/ou B pourra être consulté dans le cadre d'une consultation portant sur les lots C ou D pour la même opération.

Risques encourus en cas d'absence de réponse ou réponse non conforme aux spécifications techniques aux marchés subséquents :

Tous les titulaires de l'accord-cadre sont tenus de remettre une offre conforme aux spécifications de l'accord-cadre lorsqu'ils sont sollicités pour la passation d'un marché subséquent. En cas d'impossibilité de répondre pour l'un des titulaires de l'accord-cadre, celui-ci devra motiver par écrit son absence d'offre et apporter les preuves afférentes.

A partir de trois (3) absences de réponse indûment motivées d'un titulaire de l'accord-cadre, sur une période d'un an à compter de la première absence de réponse, l'accord-cadre pourra être résilié pour ce titulaire.

Une offre est considérée comme non conforme lorsqu'elle est sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences du service bénéficiaire qui sont formulés dans les documents de la consultation subséquente.

7.5 Négociation

Le service bénéficiaire se réserve la possibilité de négocier dans le cadre de la remise en concurrence. Dans ce cas, les modalités de la négociation sont fixées dans la lettre d'invitation à remettre une offre. La négociation pourra porter sur le prix et/ou tout autre(s) élément(s) qu'il jugera utile dans le cadre de son opération.

7.6 Mise à jour des documents de la candidature

Les attestations prévues aux articles R. 2143-11 et R. 2143-12 du Code de la commande publique seront remises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché subséquent dans le délai de 8 jours calendaires à compter de la réception de la demande présentée par le service bénéficiaire. Passé ce délai, l'offre pourra se voir rejetée par le représentant du pouvoir adjudicateur du marché subséquent.

ARTICLE 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES MARCHES SUBSÉQUENTS

Les modalités particulières liées à chaque opération seront fixées dans les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre.

Le titulaire conserve une obligation de diligence et de conseil. Il exécute ses prestations dans le respect des règles de l'art et de la réglementation en vigueur.

Les marchés subséquents peuvent faire l'objet d'une décomposition en tranches conformément aux articles R. 2113-4 à R. 2113-7 du Code de la commande publique.

8.1 Personnel du titulaire

8.1.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations réalisées dans le cadre des marchés subséquents des personnes qualifiées et compétentes, et en nombre suffisant pour pouvoir répondre aux délais d'exécution. Cette équipe d'intervenants affectés au projet dont la composition (représentant du titulaire et son équipe) est soumise à l'approbation du service bénéficiaire après la notification du marché subséquent. Cette composition de l'équipe affectée au projet indique le détail des attributions, du niveau et des rôles respectifs des membres de l'équipe. L'acheteur approuve la composition de l'équipe dans un délai de deux jours ouvrés.

8.1.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le service bénéficiaire se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du service bénéficiaire. Tout refus sera motivé. Elle devra intervenir sous 15 jours à compter de la proposition par le titulaire. Le dépassement de ce délai vaut acceptation du remplaçant.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 5 jours ouvrés à compter de l'approbation du remplaçant.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

8.2 Fixation du forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre (Lots C et D)

Lors de la remise de l'offre subséquente, le forfait de rémunération est dit « provisoire ». Il deviendra définitif soit au stade APD si le marché subséquent ne l'indique pas, soit au stade indiqué au marché subséquent.

Ce forfait de rémunération définitif sera fixé par la voie d'un avenant au marché subséquent à l'admission de l'élément de mission.

8.3 Modification du programme ou de la mission

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître de l'ouvrage, le marché subséquent fait l'objet d'une décision de modification en application des articles L. 2432-2 et R. 2432-5 du Code de la commande publique et selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du maître d'œuvre faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission sur la base du taux horaire indiqué dans l'annexe financière du lot concerné et du coefficient de complexité le cas échéant.

Cette proposition est négociée sur la base :

- des critères d'étendue et de complexité du programme ou de la mission modifiés ;
- des informations figurant dans le marché subséquent ;
- des prix et des taux de l'accord cadre ;
- du coefficient de complexité le cas échéant.

8.4 Opérations de vérification – Réception des prestations

8.4.1 Pour les lots A et B

Le service bénéficiaire réceptionne le(s) rapport(s) d'expertise remis par le prestataire après avis du service technique référent le cas échéant.

En dérogation aux articles 20 et 21 du CCAG MOE, les opérations de vérification, de réception, ajournement, réfaction et rejet s'effectueront conformément aux articles 28 et 29 du CCAG PI.

8.4.2 Pour les lots C et D

Conformément à l'article 20.4.2 du CCAG MOE, le titulaire avise le service bénéficiaire du marché subséquent, de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue des vérifications.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre et le marché subséquent, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans l'accord-cadre et le marché subséquent comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Elles portent sur l'étude des rapports fournis par le titulaire à chaque phase ou élément de sa mission.

En application des articles 20.2 et 21 du CCAG-MOE, la décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des documents ou avis relatifs aux éléments de mission définis à l'article 2 du CCTP, doit intervenir avant l'expiration du délai de deux mois, délais qui courent à compter de la date de remise par le titulaire, ou de livraison des prestations.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans les délais ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au deuxième alinéa de l'article 21.1 du CCAG-MOE (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le représentant du pouvoir adjudicateur fixe un nouveau délai au titulaire.

Le service bénéficiaire dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, d'un délai de deux mois.

Pour chaque marché subséquent, la mission de maîtrise d'œuvre au titre du Livre IV de la partie réglementaire du code de la Commande publique (ex-loi Mop n°85-704) du titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- la levée de la dernière réserve ;
- l'instruction du dernier mémoire en réclamation des entreprises ou lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

8.5 Réfaction en cas de mauvaise exécution

En cas de mauvaise exécution des prestations, le service bénéficiaire pourra faire fait application d'une réfaction conformément à l'article 21 du CCAG MOE.

ARTICLE 9 - CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES AUX MARCHÉS SUBSÉQUENTS ET AUX BONS DE COMMANDE

Conformément à l'article R2162-2 et R2162-7 à R2162-14 du code de la commande publique, les marchés subséquents peuvent être conclus sous la forme de marchés publics unique ou de marchés publics, sans minimum et avec maximum, exécutés par l'émission d'un bon de commande à la survenance du besoin sur la base des prix plafond et des taux fixés dans l'accord-cadre et après remise en concurrence subséquente.

9.1 FORMES, ET CONTENU DES MARCHES SUBSÉQUENTS EXÉCUTÉS DIRECTEMENT

Chaque marché subséquent comporte notamment les mentions suivantes :

- la désignation et l'adresse des sites du service bénéficiaire,
- la désignation et l'adresse du titulaire des prestations,
- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro d'engagement juridique du lot de l'accord-cadre,
- Le numéro d'engagement juridique et la date de notification du MS,
- la désignation du lot concerné par le marché subséquent,
- l'adresse de facturation et le code du service exécutant en charge du traitement de la facture,
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le délai d'exécution des différents éléments de mission, le cas échéant ;
- la date de début d'exécution de la commande et les modalités de démarrage des prestations;
- la référence au programme de maîtrise d'œuvre pour les prestations des lots C et D ;
- la référence au cahier des charges pour les prestations A et B ;

- les spécificités d'exécution des prestations le cas échéant ;
- la référence aux mémoires technique et environnemental remis lors de la consultation subséquente,
- le planning prévisionnel d'opération les prestations des lots C et D ;
- la date de fin d'exécution du marché subséquent ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le taux de rémunération pour les prestations des lots C et D ;
- le coefficient de complexité de l'opération pour les prestations des lots C et D ;
- La répartition des coûts des prestations par élément de mission et par co-traitant pour les prestations des lots C et D ;
- le taux de tolérance sur le coût en fin d'exécution des travaux pour les prestations des lots C et D ;
- les diverses pénalités applicables (pour retard dans l'exécution notamment),
- les délais de livraison, le cas échéant ;
- les lieux d'exécution des prestations.

Les marchés subséquents sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date certaine. Ils doivent être signés par une personne habilitée à engager le titulaire et retournés au service bénéficiaire dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la transmission dudit marché subséquent.

D'autres documents peuvent être joints en annexe selon les cas.

9.2 FORMES, ET CONTENU DES MARCHES SUBSÉQUENTS EXÉCUTÉS PAR BONS DE COMMANDE

Chaque marché subséquent comporte notamment les mentions suivantes :

- la désignation et l'adresse des sites du service bénéficiaire,
- la désignation et l'adresse du titulaire des prestations,
- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro d'engagement juridique du lot de l'accord-cadre,
- Le numéro d'engagement juridique et la date de notification du MS,
- la désignation du lot concerné par le marché subséquent,
- l'adresse de facturation et le code du service exécutant en charge du traitement de la facture,
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le délai d'exécution des différents éléments de mission, le cas échéant ;
- la date de début d'exécution de la commande et les modalités de démarrage des prestations;
- la référence au programme de maîtrise d'œuvre pour les prestations des lots C et D ;
- la référence au cahier des charges pour les prestations A et B ;
- les spécificités d'exécution des prestations le cas échéant ;
- la référence aux mémoires technique et environnemental remis lors de la consultation subséquente,
- le planning prévisionnel d'opération les prestations des lots C et D ;
- la date de fin d'exécution du marché subséquent ;
- le taux de rémunération pour les prestations des lots C et D ;
- le coefficient de complexité de l'opération pour les prestations des lots C et D ;
- La répartition des coûts des prestations par élément de mission et par co-traitant pour les prestations des lots C et D ;
- le taux de tolérance sur le coût en fin d'exécution des travaux pour les prestations des lots C et D ;
- les diverses pénalités applicables (pour retard dans l'exécution notamment),
- les lieux d'exécution des prestations.
- l'estimation du montant maximum du marché subséquent sur la base d'une estimation des dépenses ;
- la référence à l'annexe financière du marché subséquent (offre subséquente)
- Les pénalités applicables durant l'exécution du marché subséquent le cas échéant.

Les marchés subséquents sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date certaine. Ils doivent être signés par une personne habilitée à engager le titulaire et retournés au service bénéficiaire dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la transmission dudit marché subséquent.

D'autres documents peuvent être joints en annexe selon les cas.

NOTA IMPORTANT

L'estimation du montant maximum du marché subséquent n'est pas engageante dans la mesure où, contrairement à l'estimation du montant maximum de l'accord-cadre, le marché subséquent ne cesse pas de produire ses effets si ce

montant est atteint.

9.3 Lieu d'exécution des prestations réalisées dans le cadre des marchés subséquents

Les prestations effectuées dans le cadre des marchés subséquents seront réalisées sur les différents sites des parties prenantes à l'accord-cadre situés dans le périmètre géographique de l'accord-cadre.

Cette localisation devra être précisée lors de la consultation subséquente.

9.4 Durée des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans les pièces spécifiques à chacun d'eux.

Les marchés subséquents pourront être passés durant toute la période de validité de l'accord-cadre, leur durée d'exécution peut se prolonger au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre jusqu'à la fin des prestations dont il fait l'objet.

Il est précisé que la durée d'exécution des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de cet accord-cadre qu'à condition de ne pas méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les prestations de chaque marché subséquent seront exécutées au choix : à compter de la date de notification du marché subséquent, selon la date indiquée dans chacun d'eux ou selon la date indiquée dans l'ordre de service de démarrer les prestations. Elles s'achèveront selon les conditions prévues au marché subséquent.

Les délais d'exécution des prestations objet des marchés subséquents seront fixés dans les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre

9.5 Documents contractuels des marchés subséquents

Les pièces de l'accord-cadre font partie des pièces des marchés subséquents. Elles priment sur les pièces des marchés subséquents ci-dessous désignées.

Les autres pièces constitutives de chaque marché subséquent passé sur le fondement de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement du marché subséquent dûment complété, daté et signé électroniquement par une personne habilitée à engager le titulaire et son annexe :
 - Annexe financière du marché subséquent : l'offre financière de la consultation subséquente.
- Le cahier des clauses particulières (CCP) du marché subséquent et ses éventuelles annexes décrivant le contexte de l'opération et ses sujétions particulières,
- Le mémoire technique du titulaire transmis à l'appui de son offre pour le marché subséquent.
- Le mémoire environnemental du titulaire transmis à l'appui de son offre pour le marché subséquent.
- Les décisions modificatives le cas échéant,
- Les bons de commande rattachés au marché subséquent le cas échéant.

9.6 Formes et contenu des bons de commande

Les bons de commande sont émis par les services bénéficiaires à la survenance du besoin. Ils sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est fixé ou dans l'ordre de service qui suit l'émission du bon de commande ou dans les conditions indiquées dans le marché subséquent.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro et la date d'émission du bon de commande (correspondant, pour les services de l'Etat, au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- la référence au cahier des charges ;
- la référence au devis
- le numéro et le nom de l'accord-cadre ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le montant prévisionnel correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- les délais des différents éléments de mission commandés ; ;
- la date de démarrage de chaque prestation commandée ;
- les lieux d'exécution des prestations.
- tout autre élément qui s'avérerait nécessaire pour le bon déroulement des prestations commandées.

9.7 Durée des bons de commande

Les bons de commande ne peuvent être passés que pendant la durée de validité du marché subséquent.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

En dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG MOE, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception de la commande pour formuler des observations par écrit au service bénéficiaire.

Le point de départ du délai d'exécution de chaque bon de commande court à compter de sa date de notification ou, le cas échéant, de la date indiquée dans le bon de commande.

Les bons de commandes prennent fin à l'admission de la dernière prestation objet du bon de commande.

Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre .

9.8 Annulation partielle ou totale d'un bon de commande

La personne publique peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution ou le modifier en retranchant ou en ajoutant des quantités.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Cependant, l'administration doit rembourser les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de remboursement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

L'indemnisation est strictement proportionnelle au pourcentage d'exécution des prestations annulées.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire soit par échanges dématérialisés ou supports électroniques, soit par tout autre moyen permettant de donner une date certaine de réception.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du marché subséquent.

ARTICLE 10 - RÉGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Les attributions des marchés subséquents se font par consultations subséquentes selon les modalités indiquées à l'article 7 du présent CCAP.

Le prix est réputé comprendre toutes

- les charges fiscales et autres frappant obligatoirement la prestation. En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.
- toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris déplacements, stationnement, rendus et compte rendus dématérialisés à un format compatible avec les outils du service bénéficiaire), incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Ils sont établis en tenant compte :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé ;
- des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations objet du présent accord-cadre et les activités de sites ou de zones sensibles ;
- de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le responsable de site, relatifs à l'administration pénitentiaire, à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble ou du site dans lequel les prestations sont exécutées et annexés au présent document (annexe 1 au CCAP).

Les prix sont réputés inclure :

- les frais de secrétariat et de reprographie ;
- la période de recouvrement lors des changements éventuels de coordonnateurs, y compris les frais d'établissement en commun du procès-verbal de passation de consignes ;
- le temps passé pour l'accueil des entreprises, les visites d'inspection communes et la participation aux réunions de chantier ;
- les frais d'établissement, de reprographie et de diffusion des documents ;
- les frais de conservation des documents pendant les délais réglementaires ;
- les frais de fourniture au maître de l'ouvrage d'une copie certifiée conforme du registre-journal de coordination
- les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris déplacements, temps et frais de déplacements, fournitures et élimination des déchets suivant les filières réglementaires), incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.
- des divers types de prestations définies dans le CCTP et différentes sujétions nécessaires à la bonne réalisation des missions (notamment les visites, leur organisation y compris les frais de déplacement, les frais de dossiers divers, la reprographie et la diffusion des documents en autant d'exemplaires que fixé au CCTP) ;
- les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du présent accord-cadre à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- les dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations objet du présent accord-cadre et les activités de sites ou de zones sensibles ;
- les dépenses liées à l'obligation faite au titulaire et à son personnel de se conformer aux consignes et règlements édictés par le responsable du site, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble ou du site dans lequel les prestations sont exécutées ;
- frais généraux ;
- la prise en compte du temps d'intervention allongés en cas de prestations réalisées dans un de sites à accès réglementé ;
- les frais liés aux obligations incombant au titulaire en matière de respect de certains horaires, ou de contrainte d'accessibilité à certains sites ;
- les frais occasionnés par les différentes prises de contacts avec les représentants des services émetteurs des marchés subséquents ;
- des frais de coordination, dans les cas d'un groupement solidaire de sociétés, ou d'un recours à des sous-traitants ;
- des frais résultant de la protection des personnes et des biens lors des de la réalisation des prestations ;
- les réunions préalables au bon déroulement de la prestation.
- les frais d'ouverture de dossier ;
- la réalisation du plan de prévention établi avec le responsable de site, et la mise en œuvre de ses dispositions ;
- les frais de location, l'achat, l'utilisation, de matériels et équipements nécessaires à la bonne exécution des prestations (équipements « métiers », équipements sécurités, véhicules, transports,

- outils, trajets, dispositifs de signalisation de jour et de nuit...) à l'exclusion des équipements nécessaires à des accès en hauteur ;
- les frais liés à la réalisation des démarches administratives et de recherches éventuelles liées à l'exécution des prestations ;
 - les coûts des consommables éventuels ;
 - les dépenses d'interventions sur le terrain, lorsque la réalisation de la mission, le nécessite ;
 - les frais d'édition des rendus format papier et informatique (rapports, diagnostics, dossiers, carnets, photos, etc.) ;
 - les frais de veille réglementaire ;
 - les contraintes de sites définies dans le cahier des charges subséquent et celles définies dans l'annexe 1 du CCCAP

10.1.1 Pour les lots A et B : Études de faisabilité – Études de diagnostics techniques:

Le marché subséquent est rémunéré par un prix forfaitaire, calculé à partir des taux horaires explicités dans les annexes financières 1 et 2 à l'acte d'engagement. Ceux-ci forment les prix initiaux à l'accord-cadre pour les prestations des lots A et B.

Ces taux horaires intègrent les frais généraux relatifs à l'exécution des prestations.

Les coûts de déplacement directement liés à l'opération seront évalués et intégrés en « temps à passer » en fonction des caractéristiques de l'opération.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement la prestation et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

10.1.2 Pour les lots C et D : Petite maîtrise d'œuvre – Maîtrise d'œuvre :

Le marché subséquent est rémunéré par un prix forfaitaire calculé à partir de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux hors taxes au stade du programme et l'application en pourcentage du taux de rémunération et du coefficient de complexité indiqués dans l'offre subséquente.

Ce pourcentage de taux de rémunération est plafonné par les taux indiqués dans l'annexe financière pour les lots C et D.

Le forfait de rémunération définitif sera fixé sur la base du coût travaux déterminé au stade AVP ou APS selon le cas retenu pour la mission de maîtrise d'œuvre. Si le service bénéficiaire souhaite fixer son taux définitif à un autre stade, il devra être précisé dans le marché subséquent et dans les documents de consultation subséquente.

En application des articles R 242-2 à R 2432-5 du code de la commande publique, les marchés subséquents préciseront le seuil de tolérance sur le coût des travaux après la complète exécution des travaux nécessaire à la réalisation de l'ouvrage.

Dans tous les cas, pour les prestations exécutées par un sous-traitant non désigné à la signature du marché subséquent, la décomposition des prix rémunérant les prestations sous-traitées devra être remise au service ordonnateur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. Tout sous-traitant devra avoir été agréé préalablement à la réalisation de ses prestations.

10.2 Révision des prix – Lots A et B

Par dérogation à l'article 10 du CCAG MOE, les révisions sont régies selon les modalités ci après :

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet de l'accord cadre est l'index Ingénierie. Source INSEE, Identifiant 001711010 Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010.

En cas de modification, fusion ou disparition de l'index ING utilisé pour le calcul des variations de prix des marchés subséquents au présent accord-cadre, il sera utilisé l'index de substitution (et le cas échéant la formule de raccordement) proposé par la circulaire relative à la modification, fusion ou disparition de l'index sans avoir recours à la passation d'un avenant.

Le mois d'établissement des prix est le mois M0 de l'accord-cadre. Les taux horaires (annexes 1 et 2 à l'acte d'engagement) sont révisés par la PFRA pour une année, au premier janvier de chaque année et dans la limite de la durée du contrat.

Toutefois, lorsque l'accord-cadre est notifié entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année N : la première révision des prix interviendra au 1er janvier de l'année N+1, et les révisions suivantes interviendront également au 1er janvier en respectant une périodicité annuelle.

Lorsque l'accord cadre est notifié entre le 30 juin et le 31 décembre de l'année N, l'année N+1 ne sera pas révisée. Les révisions suivantes interviendront au 1er janvier en respectant une périodicité annuelle.

Les prix initiaux de l'accord-cadre sont révisés annuellement en fonction de la référence unique suivante :

$$Pr = Po \times (0,15 + 0,85 \times (INGm-4 / INGo-4))$$

avec :

Pr : prix révisé

P0 : prix initial à la DLRO de l'accord cadre

ING0-4 : indice INGENIERIE du mois M0 de l'accord-cadre (mois de la DLRO) mois 4 mois.

INGm-4 : indice INGENIERIE du mois de janvier de l'année révisée moins 4 mois..

10.3 Révision des prix – Lots C et D

Le prix du marché subséquent est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois fixé pour la remise de l'offre subséquente. Ce mois est appelé "mois zéro" (M0).

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution des prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est l'index Ingénierie. Source INSEE, Identifiant 001711010 Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 publié mensuellement par le Ministère de la transition écologique et solidaire.

Aucune révision n'est possible durant les 4 mois suivant le mois de dépôt de l'offre subséquente.

$$\text{Prix actualisé} = MAM (0,15 + 0,85 \times ING^{M-4} / INGo-4)$$

Où :

MAM = Montant de l'Acompte du mois M.

ING0-4 = indice INGENIERIE paru au mois zéro remise de l'offre subséquente moins 4 mois .

INGM-4 = indice INGENIERIE paru au mois de remise de l'acompte moins 4 mois.

10.4 Clause butoir

Si l'évolution des prix, issue de l'application de la clause de révision des prix sur une période de 12 mois est supérieure à **6%**, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation des prix à **6%** pour la seule période révisée sans que cela n'ouvre droit à indemnisation du titulaire. En cas d'activation de la présente clause, le représentant du pouvoir adjudicateur en informera par courriel le titulaire qui ne peut en refuser l'application.

10.5 Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision conduit à une augmentation supérieure à **3%** ou que la somme des révisions conduit à une augmentation supérieure à la clause butoir, l'accord-cadre pourra être résilié, par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

10.6 Garantie à première demande

Le titulaire est dispensé de constituer une garantie à la première demande.

10.7 Avances

Le présent accord-cadre n'est pas soumis du fait du montant des prestations au régime des avances obligatoire.

Toutefois, le service bénéficiaire peut prévoir dans son marché subséquent une avance. Dans ce cas, il en détermine librement le taux.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché subséquent.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

10.8 Modalités financières

10.8.1 Répartition des paiements pour les lots A et B

Par dérogation à l'article 11 du CCAG MOE, il est fait application de l'article 11 du CCAG PI 2021

Le règlement des prestations est réalisé par un acompte unique à l'admission de la prestation.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R2191-21 à 23 du code de la commande publique.

10.8.2 Répartition des paiements pour les prestations C et D :

Il est fait application de l'article 11 du CCAG MOE.

La périodicité des acomptes est fixée comme suit :

Élément de mission	Taux de règlement de l'élément de mission	Déclenchement de l'envoi de la demande de paiement
Esquisse/Diagnostic	100,00 %	À la date d'admission de l'élément de mission
AVP (le cas échéant)	100,00 %	À la date d'admission de l'élément de mission
APS	100,00 %	À la date d'admission de l'élément de mission
APD	100,00 %	À la date d'admission de l'élément de mission
PRO/DCE	100,00 %	À la date d'admission de l'élément de mission
ACT	100,00 %	À la notification des marchés de travaux
EXE ou VISA	70,00 %	À la date d'admission de l'élément de mission PRO/DCE
	30,00 %	À la date de réception des travaux
DET	(100/ Nombre de mois du	À chaque mois exécuté du chantier

	chantier) %	
OPR	80,00 %	À la réception des travaux prononcée par le Maître d'ouvrage
	20,00 %	À la levée complète des réserves des travaux prononcée par le Maître d'ouvrage
Suivi de la GPA	100,00 %	À la date d'admission de la mission de maîtrise d'œuvre

Le service bénéficiaire pourra s'il le souhaite, modifier ce tableau dans son marché subséquent.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R2191-21 à 23 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

10.9 Délais de paiement et intérêts moratoires

La fixation du délai de paiement relève des articles R2192-10 et R2192-11 du Code de la commande publique. Le déclenchement des délais de paiement relève des articles R2192-12 à R2192-30 du Code de la commande publique.

Les intérêts moratoires sont régis par les articles R2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

10.10 Transmission des factures

Les paiements des prestations afférentes aux marchés subséquents et aux bons de commande sont à la charge de chaque service bénéficiaire.

Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11 du CCAG-MOE.

Le marché subséquent apportera les précisions utiles en la matière (destinataire de la facture, adresse de facturation,...).

Le règlement financier est subordonné à la production préalable d'une demande de paiement en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécution ;
- la référence du marché subséquent,
- le numéro d'engagement juridique du marché subséquent ;
- la référence du bon de commande le cas échéant,
- le numéro d'engagement juridique du bon de commande le cas échéant ;
- la désignation explicite des prestations facturées (prestation concernée, numéro de l'ordre de service, signé par un représentant du titulaire et/ou le représentant de l'ordonnateur) ainsi que la date de livraison des prestations ;
- la période d'exécution des prestations,
- les coordonnées bancaires,
- les prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire fournit la décomposition par co-traitant, accompagnée des factures correspondantes dûment validées.

Les demandes de paiements devront parvenir par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception, aux adresses indiquées dans les marchés subséquents.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants:

- loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises ;
- décret n°2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- arrêté du 9/12/2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture.

Le point de départ du délai de paiement est la date de dépôt de la facture sur Chorus Pro.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Une synthèse annuelle de l'ensemble de la facturation devra être mise à la disposition, en format numérique exploitable, de l'acheteur, lors du bilan d'activité annuelle.

Pour toutes les prestations concernées par le paiement direct des sous-traitants par l'administration, le titulaire joint à la facture une attestation indiquant la somme à régler à chaque sous-traitant. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévus dans le contrat de sous-traitance.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée

La dématérialisation des factures avec Chorus Pro peut être opérée selon plusieurs modalités :

1) **Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

En raison de la dématérialisation des factures, le titulaire intègre au niveau de ses factures, en les faisant clairement apparaître, les éventuelles réfections et pénalités adressées par le service bénéficiaire. Ces dernières venant en substitution du montant dû, les responsables de site ne pouvant pas encaisser de remboursement.

10.11 Cession ou nantissement

Les créances nées ou à naître concernant les marchés subséquents peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L2191-8 et suivants du Code de la commande publique.

10.12 Taux de TVA et monnaie

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.13 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un marché subséquent peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R2191-45 et R2191-63 du Code de la commande publique.

La liste des comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux ;
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - arrêté du 29/12/2016 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État ;
 - arrêté du 30/12/2011 modifié fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense.

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

10.14 Changement affectant l'opérateur économique

Durant la période de validité de l'accord-cadre et des marchés subséquents, le prestataire est tenu de communiquer au RPA et aux services bénéficiaires tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs de l'accord-cadre et des marchés subséquents, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas été informé.

ARTICLE 11 - HYGIÈNE ET SÉCURITÉ – PLAN DE PRÉVENTION

Les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 sont applicables en ce qui concerne les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Le titulaire est tenu de respecter les règles d'hygiène et de sécurité auxquelles est soumis chaque bâtiment dans lequel il intervient.

Le titulaire devra fournir à chaque responsable de site, tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n° 92-158 et de la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996. La rédaction du plan de prévention est effectuée, après une visite commune des locaux concernés, conjointement par le responsable de site et le titulaire.

Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité de l'entreprise titulaire, s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de la dite entreprise (et de ses co-traitants et sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site.

Le titulaire procède si nécessaire, avant le commencement des prestations, à une information sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées, notamment les dispositions prises pour les

travailleurs isolés sur site conformément aux dispositions de l'article R4512-13 du code du travail.

ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'article 24 du CCAG MOE.

ARTICLE 13 - TRAVAUX INTÉRESSANT L'ACCÈS RESTREINT A DES ZONES OU A DES SITES SENSIBLES

Les prescriptions ci-dessous valent pour tout site dont les accès sont restreints ou dont certaines zones sont réglementées soit par la loi soit par le règlement particulier du site. Le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG MOE.

13.1 Accès-Consignes

Au cours de son intervention dans les locaux de la personne publique, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par la personne publique. Si nécessaire, le titulaire fournira les données relatives aux intervenants sur site pour qu'ils soient habilités à intervenir sur site.

13.2 Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels intervenant dans les locaux sera établie et fournie par le titulaire. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article R620-3 du code du travail, introduit par le décret n° 86.524 du 13 mars 1986, le représentant du pouvoir adjudicateur exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du site.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le site sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

13.3 Contrôle des accès

Tous les personnels devront être munis d'un badge comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

13.4 Secret professionnel – restriction de circulation – confidentialité

Au cas où les nécessités de la sécurité des activités de l'administration l'exigeraient, la personne publique peut se réserver le droit de refuser à un ou plusieurs agents de l'intervenant l'accès à certains locaux.

Le titulaire s'engage à ne pas communiquer, en France et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les renseignements qu'il aurait pu recueillir pendant l'exécution de la prestation.

D'une façon générale, les agents du titulaire sont tenus à la plus entière discrétion pour tout ce qui touche à l'administration tant vis-à-vis du personnel de cette dernière que vis-à-vis de tout tiers quelconque et cela même après la cessation du contrat.

13.5 Conditions d'accès aux services de police, gendarmerie, de l'administration pénitentiaire et des services des douanes

Les conditions d'accès et les modalités d'exécution des prestations des services de police, de gendarmerie, de l'administration pénitentiaire et du service des douanes sont mentionnées en annexe 1 du CCAP.

Le titulaire est réputé connaître toutes les conditions d'interventions propres aux établissements pénitentiaires à la signature de l'acte d'engagement et les dispositions rappelées à l'annexe 1 du présent CCAP. Il renonce donc à faire état ultérieurement des difficultés provenant des contraintes en milieu carcéral pour modifier la nature ou le montant de ses prestations.

Pour les travaux intéressant la sécurité pénitentiaire, le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG-MOE.

ARTICLE 14 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

14.1 Assurance de responsabilité décennale et des risques annexes

Les titulaires déclarent disposer de garanties couvrant :

- leur responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du Code Civil et conformément à l'article L 241-1 du Code des Assurances, et aux clauses types prévues à l'annexe I de l'article A 243-1 du Code des Assurances pour les activités pour lesquelles ils ont contractualisé.

- la garantie de bon fonctionnement minimale de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'article 1792-3 du Code Civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

14.2 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Les titulaires ou, le cas échéant, les mandataires et leurs sous-traitants, doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile autre que décennale :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ;

- une assurance au titre de la responsabilité professionnelle en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'ordonnateur des marchés subséquents, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception ;

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 Euros par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 Euros par sinistre.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9 du CCAG-MOE, les titulaires doivent fournir une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation des marchés subséquents et de l'accord-cadre pour faute du titulaire.

14.3 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et est fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

14.4 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

14.5 Obligation de confidentialité

Outre les obligations qui relèvent de l'article 5 du CCAG MOE, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, et des marchés subséquents qui en découlent, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur (ou du service bénéficiaire), divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. L'acheteur (ou le service bénéficiaire) peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre, et des marchés subséquents qui en découlent, puissent être divulgués par l'acheteur (ou par le service bénéficiaire) à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur (ou le service bénéficiaire) s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur (ou le service bénéficiaire) informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur (ou au service bénéficiaire) toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

14.6 Obligation de discrétion

Le titulaire de chaque marché est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de l'exécution de son marché.

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser les documents qui lui sont confiés par le pouvoir adjudicateur à des fins autres que celles qui sont définies par le marché.

14.7 Obligations administratives en cours d'exécution

Le titulaire s'assure du fait que le maître d'œuvre demande aux entreprises de travaux de mettre à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire via la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr>, ou par tout autre moyen communiqué par la PFRA.

14.8 Sous traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent, téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dansmarches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations d'un montant supérieur à 600 euros HT.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre.

En cours d'exécution du présent accord-cadre, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre, l'établissement d'un acte spécial. La présentation s'effectue grâce au formulaire DC4 et les conditions d'acceptation et d'agrément du sous-traitant selon les modalités définies ci-dessus.

Toute sous-traitance occulte est sanctionnée par la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire comme stipulé à l'article 30.1. d) du CCAG MOE 2021.

ARTICLE 15 - TRAITEMENT DE DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

15.1 Cas de l'acheteur

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques :

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet de l'accord-cadre

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée identique à celle de l'accord-cadre.

- Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;

2. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution du marché permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation du marché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur. Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant conformément aux modalités définies à l'article 14.8 du présent CCAP.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations. Le titulaire informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

- Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

- Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ; la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ; la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

- Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

- Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

- Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification de l'accord-cadre le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

- Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

– Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées : 50 € euros pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire, pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnel, pour non-tenue du registre des activités de traitement...).

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

15.2 Cas des bénéficiaires de l'accord-cadre

– Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché public, le bénéficiaire informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. Le bénéficiaire peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par le bénéficiaire.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

– Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au bénéficiaire dès la notification de l'accord-cadre le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

– Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte du bénéficiaire comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;

2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;

3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

– Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

Conformément au CCAG de référence, le bénéficiaire peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévue par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

ARTICLE 16 - PILOTAGE - BILAN D'ACTIVITÉS

16.1 INTERLOCUTEUR DU REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA)

Le titulaire de l'accord-cadre, ou le cas échéant le mandataire du groupement d'opérateurs économiques, désigne dans le mois qui suit la notification de l'accord-cadre, le responsable « Grands Comptes » ou équivalent qui est chargé d'être l'interlocuteur du RPA pour toute question se rapportant au suivi de l'exécution de l'accord-cadre régional et des marchés subséquents.

16.2 RÉUNION DE DÉPLOIEMENT

Dans les quinze jours suivants la notification de l'accord-cadre, la représentante du pouvoir adjudicateur prend contact avec le titulaire pour initier une réunion préalable au démarrage du marché, avec les services bénéficiaires.

La réunion a pour objectif :

- la présentation de l'entreprise, son organisation pour l'exécution de l'accord-cadre,
- la présentation du ou des services bénéficiaires au titulaire,
- le rappel des missions et des objectifs du marché,
- le rappel des phases et délais impartis,
- le rappel du contenu et de la qualité des documents à rendre,
- la définition du calendrier des revues de contrats annuelles permettant le suivi de marché.

Le prix de cette réunion est inclus dans les prix de l'accord-cadre.

16.3 REVUES DE CONTRAT

Une réunion de revue de contrat annuelle est organisée par la PFRA. En vue de l'organisation de cette

réunion, pour chaque lot, le titulaire doit communiquer les documents ci-dessous, dans les deux semaines qui suivent la date anniversaire du début d'exécution de l'accord-cadre, à l'exception de la dernière année d'exécution pour laquelle les documents doivent être transmis deux semaines avant ladite date anniversaire.

16.4 Bilans d'activité

En vue de l'organisation de la revue annuelle de contrat, pour chaque lot, le titulaire doit communiquer, dans les deux semaines qui suivent la date anniversaire du début d'exécution de l'accord-cadre, à l'exception de la dernière année d'exécution pour laquelle les documents doivent être transmis deux semaines avant ladite date anniversaire, les documents suivants :

Un bilan d'activité à destination de la PFRA comportant les informations suivantes pour chacun des lots :

1 – Le bilan des marchés subséquents comportant :

- les noms et adresses des services bénéficiaires avec lesquels il a conclu un marché subséquent ou un bon de commande au cours de l'année.
- les montant initiaux et successifs ;
- l'objet des prestations des marchés subséquents ;
- un état des pénalités appliquées par les services bénéficiaires ;
- la liste des offres proposés et des offres acceptés ;
- le montant total par lot en € HT.

2 – Un bilan d'exécution des prestations comportant :

- le nombre total de marché subséquent passés sur la base de l'accord-cadre ;
- un rapport global relevant les non-conformités éventuelles en rapport avec les dispositions réglementaires ou normatives ainsi que toutes suggestions relatives à l'évolution réglementaire portant sur les installations objet d'un marché subséquent ;
- tout incident constaté sur l'année d'exécution et toute piste d'amélioration envisagée pour l'année à venir.

3- Un bilan de l'exécution des clauses environnementales

Ce bilan d'activité, présenté sous forme de diapositives synthétiques, sera commenté par le titulaire à l'occasion de la revue de contrat annuelle.

4 – Le bilan de la réalisation de la clause d'insertion sociale.

16.5 Rapport annuel

A la demande d'un service bénéficiaire, le titulaire doit adresser le rapport annuel d'exécution comportant les éléments listés ci-après dans un délai d'un mois à compter de la date de la demande dudit service. Cette demande doit intervenir dans les 15 jours qui suivent la date anniversaire du début d'exécution de l'accord-cadre.

Le rapport doit contenir :

- un rappel de l'objet des prestations des marchés subséquents et des bons de commande passés par un même service bénéficiaire ;
- les montants initiaux des marchés subséquents et leurs évolutions successives (révision de prix, avenant le cas échéant etc) ;
- la liste des devis proposés et acceptés ;
- le récapitulatif des différentes interventions effectuées, ainsi que leur objet au cours de l'année d'exécution concernée ;
- le nombre d'interventions et le montant de la maintenance préventive, palliative et curative par site ;
- un rapport précisant les non-conformités éventuelles en rapport avec les dispositions réglementaires ou normatives ainsi que toutes suggestions relatives à l'évolution de la réglementation portant sur les installations précitées ;
- un rapport précisant les suggestions relatives à l'évolution de la réglementation.

Une synthèse annuelle de l'ensemble de la facturation, en version numérique, doit être mise à la disposition du service bénéficiaire signataire des marchés subséquents et de l'acheteur, tout au long de l'exécution du présent accord-cadre.

Le cas échéant, le service bénéficiaire peut faire exécuter la prestation concernée par un autre opérateur économique aux frais et risques du titulaire dans le cadre de l'article 34 du CCAG PI.

16.6 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état semestriel des marchés subséquents passés, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;

À ce titre, un référent financier devra être désigné au moment de la notification de l'accord-cadre. Un fichier au format xlsx sera fourni à l'acheteur et devra être renseigné et transmis à chaque échéance ou demande. Chaque titulaire devra fournir le contact mail et téléphonique de ce référent.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus,

L'acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'acheteur organise.

Si les éléments demandés ne sont pas transmis à l'acheteur les pénalités prévues à l'article 17.1.4 du présent CCAP pourront être appliquées.

ARTICLE 17 - MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS DU TITULAIRE

17.1 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire. Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

La liste des pénalités n'est pas limitative et le service bénéficiaire peut inclure d'autres pénalités dans ses marchés subséquents.

Par dérogation à l'article 16 du CCAG MOE , le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité et le montant total n'est pas plafonné pour les autres pénalités que les pénalités de retard.

Les pénalités ainsi que leurs modalités d'application seront indiquées dans les documents particuliers de chaque marché subséquent. A défaut, il sera fait application des pénalités ci après.

17.1.1 Pénalités pour absence de participation aux réunions

Toute absence d'un représentant du titulaire à une réunion à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de **150 €**, **sous réserve de dispositions plus contraignantes figurant dans les stipulations du marché subséquent.**

17.1.2 Pénalités de retard

Si un élément de mission commandé fait l'objet d'un retard lié à la responsabilité du titulaire, une pénalité de 50 € par jour ouvrable sera appliqué sur simple constatation par le maître d'ouvrage, **sous réserve de dispositions plus contraignantes figurant dans les stipulations du marché subséquent.**

17.1.3 Pénalités pour non respect des obligations en matière de clauses sociales

En cas de non-respect des obligations en matière d'insertion sociale, une pénalité de 60 par heure non réalisée sera appliquée.

17.1.4 Pénalités liées à la remise des documents

En cas de retard constaté par le maître de l'ouvrage dans la remise de documents dans le cadre de l'exercice de sa mission et notamment :

- la remise de calendrier prévisionnel à jour,
- le tableau de suivi financier de l'opération,
- le tableau de suivi des garanties de parfait achèvement
- tout document attendu dans le cadre de la mission confiée,

Tout document présentant un niveau de renseignement insatisfaisant au regard des dispositions prévues au présent contrat, précisant le contenu *a minima* des données, ne saurait être considéré comme recevable par l'administration et ouvrira droit à l'application des pénalités.

Le titulaire encourt une pénalité de **100 €** par jour ouvrable de retard, **sous réserve de dispositions plus contraignantes figurant dans les stipulations du marché subséquent.**

17.1.5 Défaut de restitution des cartes d'accès

Pour les services bénéficiaires qui prévoient la nécessité d'une carte d'accès à leur site, le défaut de restitution de carte d'accès par le titulaire dans le délai prévu ou, à défaut, en fin de marché, le soumet à une pénalité forfaitaire de sept cent soixante euros (760€) par carte non remise.

17.1.6 Autres pénalités

Pénalité(s) pour sanctionner le retard de transmission des attestations d'assurance

En cas de retard de production des attestations d'assurance au maître de l'ouvrage dès la 1^{ère} réunion de chantier, il sera appliqué une **pénalité de 100 €/jour ouvrable** jusqu'à la production des pièces.

17.1.7 Pénalité pour non application des clauses environnementales

La non-exécution des clauses environnementale entraînera l'application d'une pénalité suivantes :

- en cas de non transmission des documents, justificatifs, attestations ou bilans demandés par l'acheteur dans le cadre de l'évaluation du dispositif environnemental mis en œuvre par le titulaire, une pénalité égale à 100 euros par jour ouvré de retard ;
- en cas de non-respect des autres obligations environnementales exigées dans le cahier des charges, une pénalité égale à 100 euros par jour ouvré de retard.

17.1.8 Pénalité pour bilan annuel non conforme au présent CCAP

Tout retard de présentation du bilan annuel, entraînera une pénalité de 100 €/ jour à compter de la date contractuelle de présentation de ce bilan.

Toute non-conformité de ce bilan annuel entraînera une pénalité de 100 € par non conformité constatée.

17.2 Perte d'exclusivité

Le titulaire perd le bénéfice de l'exclusivité des commandes :

- si le service bénéficiaire est amené à constater, dans le cadre des offres subséquentes remises par le titulaire, une incohérence manifeste avec les prix plafonds, taux ou coefficients de l'accord-cadre ;
- en cas de non-respect du délai de réalisation des prestations prévues dans le marché subséquent (délai de démarrage des prestations, délai d'exécution des prestations etc.) hors cas de force majeure.

17.3 Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

Le service bénéficiaire peut faire procéder les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG-MOE.

17.4 Résiliation de l'accord-cadre et/ou du marché subséquent

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-MOE.

Outre les cas de résiliation pour faute, prévus au CCAG de référence, les situations énoncées ci-dessous peuvent être considérées comme des fautes du titulaire pouvant entraîner la résiliation de l'accord-cadre , d'un lot (par le RPA), ou d'un marché subséquent, sans mise en demeure préalable, aux torts du titulaire et conformément à l'article 30 du CCAG-MOE :

- Pour inexactitude des renseignements

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, une résiliation du lot concerné pourra être réalisée, aux torts du titulaire.

- Pour contravention à la réglementation du travail

La résiliation d'un lot de l'accord-cadre peut intervenir aux torts du titulaire et sans indemnité s'il contrevient à la réglementation du travail.

- Pour refus d'engagement à un marché subséquent

Le titulaire s'engage à signer les marchés subséquents prévus par le présent accord-cadre avec les pouvoirs adjudicateurs de chaque marché subséquent, dans les délais prescrits par ces derniers.

La résiliation d'un lot peut intervenir aux torts du titulaire et sans indemnités en cas de refus du titulaire de signer un marché subséquent conforme au présent accord-cadre.

- Pour mauvaise exécution des marchés subséquents

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes ou son représentant pourra prononcer, sans préavis ni indemnité, la résiliation de l'accord-cadre ou du lot concerné dans les conditions de l'article 30 du CCAG de référence.

- Pour conflit d'intérêt lié à la réalisation d'une prestation de l'accord cadre non signalé au service bénéficiaire avant le début d'exécution des prestations (ex : réalisation d'un diagnostic sur un ouvrage précédemment réalisé par le prestataire)

- Résiliation à l'initiative du titulaire

Le titulaire peut par ailleurs soumettre une demande de résiliation du lot qui lui a été attribué, au RPA. Cette demande doit exposer clairement les difficultés auxquelles le titulaire se trouve exposé et qui empêchent le respect des clauses du présent accord-cadre. Les conditions de la résiliation sont alors précisées dans un protocole transactionnel.

Le RPA ou le maître de l'ouvrage peut résilier l'accord-cadre, un lot de l'accord-cadre ou le marché subséquent lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre et le marché subséquent peuvent être résiliés conformément aux dispositions du CCAG MOE (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

17.5 Autres cas de résiliation

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG MOE, le marché subséquent peut être résilié sans indemnité dans les conditions suivantes :

- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG ;
- Par ailleurs, en cas de manquement répété du titulaire aux stipulations prévues au CCAP, le service bénéficiaire peut procéder, après mise en demeure préalable, à la résiliation dans les conditions définies par le CCAG MOE aux torts du titulaire.
- La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre ou des marchés subséquents aux torts du titulaire.

ARTICLE 18 - CHANGEMENT AFFECTANT L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de communiquer au RPA tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs de l'accord-cadre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas été informé.

- Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le représentant du pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

- Changement de cocontractant en cours d'exécution du présent accord cadre

Le titulaire doit informer le représentant du pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

ARTICLE 19 - CLAUSE CRISE SANITAIRE

19.1 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'événement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou

d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'événement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

19.2 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'événement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant du service bénéficiaire et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le service bénéficiaire précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, le service bénéficiaire se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant au service bénéficiaire d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'événement perturbateur doit être fournie par le titulaire. La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

19.3 Suspension à l'initiative du service bénéficiaire

Si le service bénéficiaire décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le service bénéficiaire précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

Le service bénéficiaire ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'événement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse au service bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG PI relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;

- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

19.4 Prolongation des délais

Le service bénéficiaire prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par l'article 15.3 du CCAG MOE.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du service bénéficiaire qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

19.5 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, le service bénéficiaire prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions de l'article 32 du CCAG MOE, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

19.6 Indemnisation

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par le service bénéficiaire à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse au service bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article 35 du CCAG MOE relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat :

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extra-contractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

19.7 Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis au service bénéficiaire par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 35 du CCAG MOE et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. (ex : impossibilité de se rendre sur site).

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

19.8 Modalités de communication en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Forme des notifications et des informations »).

ARTICLE 20 - DIFFÉRENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les parties peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R2197-1 à R2197-25 du Code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Lyon sis 3, Rue de la Charité 69 268, LYON CEDEX 02

ARTICLE 21 - LITIGES ET CONTENTIEUX

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre et des bons de commandes, le droit français est seul applicable.

En cas de différend, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions de l'article 142 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Lyon sis 3, Rue de la Charité 69 268, LYON CEDEX 02

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03 Téléphone : 04 87 63 50 00 Télécopie : 04 87 63 52 50

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'application des clauses des marchés et des bons de commande est le tribunal administratif dans le ressort duquel est situé l'ordonnateur ayant signé l'acte d'engagement du bon de commande.

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

Le présent document ne déroge pas aux C.C.T.G. applicables aux marchés publics de travaux de génie civil et de bâtiment.

Les dérogations au CCAG-MOE explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG-MOE
Art 3.7	Art 41
Art 8.3.1	Art 20 et 21
Art 9.7	Art 3.7.2
Art 10.2	Art 10
Art 10.8.1	Art 11
Art 14.2	Art 9
Art 17.1	Art 16